



CHOMAGE, POLLUTION, MISÈRE, RÉPRESSION, EXPLOITATION... LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE !

HOLD UP FINANCIER ET CRISE SOCIALE

Un vent de panique nous vient des Etats-Unis depuis quelques mois, les spécialistes soufflant le chant des subprimes (crédits immobiliers en impossibilité de remboursement par les ménages emprunteurs) à longueur de médias. Tous aux abris, la crise frappe l'hexagone alors que le mois dernier encore tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, selon la ministre Lagarde, et que l'héritage de Tchernobyl devait protéger la France de la réalité du rêve américain, selon l'administration Sarkozy !

AMERICAN WAY OF LIFE : L'ILLUSION TOMBE DE HAUT !

Ce modèle à suivre pourtant, selon notre monarque, avec les plus grandes inégalités sociales au sein de sa population. Merveilleux pays en effet où plus de 2,5 millions de citoyens ont déjà été mis à la rue depuis début 2007, et où des centaines de gens tous les jours continuent d'être expulsés de chez eux par les flics. Saïsis par les huissiers, pour s'être fait escroqués par leurs établissements bancaires, qui récupèrent ainsi des logements qui resteront vides un bon bout de temps... puisque l'offre dépasse désormais la demande, et que les acheteurs ne se bousculent pas à la porte. Pitoyable performance qui ne cesse d'interroger la performance de leurs rémunérations ! Pendant que les retraités perdent leurs économies placées en bourse, et que la santé des malades est indexée sur la santé des marchés.

Incroyable « plan Paulson » aussi, ministre des Finances US et ancien PDG de Goldman Sachs (un grand organisme financier en difficulté), qui fait offrande de 700 milliards d'argent public (1 000 milliards avec les 300 milliards complémentaires déjà injectés) pour aider Wall-Street à continuer de faire licencier à tour de bras, d'expulser les rackettés, et d'accroître ses bénéfices. Pour continuer de spéculer comme à une roulette russe de casino sur tout ce qui peut promettre du profit à court terme. Les groupes multimilliardaires peuvent dormir tranquilles : la crise les épargnera !

Derrière l'obscénité de tant de fric quand la misère se répand : les scandales des revenus des dirigeants, des « parachutes » en or massif, des banques d'affai-

res et d'investissements abruties par les impératifs de l'actionariat, de l'opacité du système financier permettant la magouille entre initiés, des agences de notation complices de leurs payeurs qu'elles notent, des avocats d'affaire (comme le sont Sarkozy, Lagarde et Copé) parti pris, des pseudo Autorités de Régulation des Marchés inefficaces, etc. En bref rien de nouveau sous la pollution, sauf qu'aujourd'hui l'économie s'étouffe de sa voracité carnassière, en étouffant plus encore les populations captives de sa domination.

LA FRANCE ET L'EUROPE, A LA TRAINÉ DE LEUR MODÈLE

En Europe aussi les banques, mises en faillites par leur cupidité aveugle, amortissent leurs pertes (ou espèrent le faire) sur le matelas de l'Etat. Et le microcosme de la Finance redécouvre les jupes de l'Etat Providence, qu'il a fait supprimer pour les plus démunis, afin d'aller y pleurer sa connerie.

L'Europe discutait d'un « plan Paulson » local pour racheter les banqueroutes, en plus des milliards dégagés par certains Etats (dont le cumul dépasse déjà les 1 700 milliards). Toutes les semaines au moins une nouvelle firme se distingue, et récupère ses dettes en creusant celles des classes populaires.

Sans oublier les dizaines de milliards de pertes de nos seigneurs français, des Caisses d'Epargne aux Banques Populaires, en passant par la Société Générale, le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel et les assureurs comme Axa, que la Sarkozye s'est déjà engagée à éponger au cas où (discours de Toulon) : les clients pressurés sont également les contribuables créanciers de la faillite du système qui les opprime ! Fonctionnement pervers où la victime devient complice malgré elle de son agresseur pour lui sauver la mise !

Les deux mains de l'Etat et du Capital sont dans nos poches, et nous devrions les laisser se servir pour entretenir l'inhumanité de ce cette machinerie obscurantiste ! Nous devrions sans broncher accepter la misère du plus grand nombre, pour accentuer les richesses de quelques-uns ! Soutenir un modèle économique qui s'effondre de l'erreur de ses dogmes, en brisant des vies dans les débats de son agonie ! Soyons sérieux : les arguments des prêtres du capitalisme sont caduques.

RAS LE BOL DE LA SPOILIATION DES EXPLOITÉS !

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : ce sont toujours les mêmes qui payent. Ce vaste hold-up sous nos yeux (pour l'instant estimé à plus de 3 000 milliards de dollars cumulés) a eu pour accélérateur l'arnaque des subprimes, mais il prolonge et camoufle l'institutionnalisation d'un vaste système de détournement des fonds publics vers la privatisation d'intérêts particuliers. En France (évasion fiscale annuelle estimée à 60 milliards d'euros) et ailleurs, de subventions diverses en allègements sociaux et exonérations fiscales multiples, de boucliers fiscaux en protection de paradis fiscaux, multinationales, entreprises et possédants du Capital se livrent à une extorsion multiforme, régulière depuis des années.

Le capitalisme serait devenu « fou » selon certains de ses adorateurs ou

de ses serviteurs, mais qu'il soit industriel ou financier il l'est pourtant fondamentalement en soi, et la formule révèle davantage la « folie » de ses souteneurs. Le capitalisme n'a pas d'Éthique, il vend tout, achète tout, de l'armement aux médicaments, et fonctionne sur le mode de la crise cyclique qui accélère la concentration oligarchique des capitaux. Quand Sarkozy parle de « moralisation du capitalisme financier », c'est son mensonge qu'il faut retenir.

Et son hypocrisie, lui qui pilote la commission Coulon sur la dépénalisation du droit des affaires, ainsi que la protection des requins aux dents longues et aux poches pleines. Lui qui siphonne 22 milliards aux PEP (Plan d'Épargne Populaire) et ex-Codevi en cadeau aux Entreprises, qui veut pomper les fonds des logements sociaux des Livrets A pour abreuver les banques d'affaires ! Lui dont la politique est celle des privilégiés et des grandes fortu-

nes, dans le mépris et le traitement sécuritaire des classes sociales en difficultés que son idéologie presure jusqu'à l'usure.

Car la crise financière permet aujourd'hui au gouvernement de tenter d'y justifier l'anti-démocratie de sa politique : accélération des régressions sociales, dégradation des droits à la santé, au chômage, au logement et à la retraite ; sabotage des services publics par privatisations et suppressions massives de fonctionnaires ; baisse du pouvoir d'achat par le gel des salaires et l'inflation ; récession économique, hausse du chômage et généralisation de la précarité, etc. L'Etat sert le système que MEDEF et UMP (comme le PS) n'ont cessé de défendre, mais les deux dépendent de la doctrine dont on constate la faillite et sont donc à dissoudre. Nous ne sommes pas dupes !

VERS UN AUTRE FUTUR !

Face à l'impasse où nous mène le capitalisme, il est largement temps de lutter pour un changement radical de société. Forts des enseignements des échecs des révolutions autoritaires et du fait qu'il ne peut exister de « capitalisme à visage humain » (ou alors ça se saurait depuis le temps), il est aujourd'hui nécessaire de trouver une alternative concrète qui puisse associer égalité sociale, solidarité collective et liberté individuelle. Ce que nous appelons communisme libertaire.

Et quant aux méthodes d'action pour y parvenir, loin des beaux discours ou des invocations stériles, c'est sur son terrain qu'il faut engager le combat, là où se fait la répar-

tition des richesses : l'entreprise. C'est pour cela que la forme syndicale nous semble la plus appropriée pour mener ce combat. Mais une forme de syndicalisme révolutionnaire qui puisse être une école pratique de cette autre société que nous voulons construire : un syndicalisme autogestionnaire et émancipateur sans hiérarchie ni spécialistes, sans permanents.

Un syndicalisme qui ne se limite pas à la simple défense des salariés d'une entreprise mais qui s'engage également sur une redistribution des richesses à tous les niveaux de la société (logement, éducation, santé, retraites, etc.). Un syndicalisme qui sait que ces richesses exis-

tent pour satisfaire tous nos besoins mais qu'elles sont enfermées dans les coffres de quelques-uns et que seul un rapport de force réelle en ouvrira les portes. Un syndicalisme conscient que notre monde est divisé en deux classes, aux intérêts inconciliables, et que toutes les victimes du capitalisme de tous pays et de toute origine mènent la même lutte. Un syndicalisme sans frontière. Un syndicalisme qui lutte contre la religion du productivisme qui peu à peu tue la planète et met notre avenir en péril. Un syndicalisme d'espoir, qui ose affirmer qu'il n'y a aucune fatalité et que l'histoire est faite de révolutions quand le monde perd la tête.



ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du Combat syndicaliste à renvoyer à Combat syndicaliste c/o CNT 31, 18 av. de la Gloire, 31500 Toulouse.

➔ ABONNEMENT GRATUIT

Si vous souhaitez qu'un-e ami-e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.